



Fiche technique 7. Procédures d'achat de biens et de services



- ➔ Quand doit-on mettre en concurrence ?
- ➔ Comment ?

Afin d'assurer le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement qui s'appliquent concernant les fonds européens, certains achats de biens ou de prestations de service effectués dans le cadre de votre projet cofinancé par le FSE (au titre des dépenses directes) doivent faire l'objet d'une mise en concurrence.

Dans tous les cas, vous devez mettre en œuvre une procédure garantissant la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse et le Département de la Dordogne s'assure qu'il a été fait bon usage des deniers européens.

Deux cas de figure se présentent :

- **Cas des organismes soumis au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics¹**
Pour les marchés d'une valeur supérieure à 25 000 € HT, il convient de respecter les procédures de mise en concurrence relatives aux marchés publics.

Pour les marchés d'une valeur inférieure à 25 000 € HT, il convient d'appliquer les modalités de mise en concurrence utilisées par les institutions européennes dans le cadre de la passation des marchés publics européens de faible valeur :

Montant Inférieur ou égal à 1 000 € : Aucune mise en concurrence

Montant entre 1000,01 € et 15 000 € : Procédure négociée avec une seule offre = 1 devis

Montant entre 15 000,01 et 60 000 € : Procédure négociée avec consultations d'au moins 3 candidats = 3 devis

Attention : ce n'est pas le statut juridique public qui implique l'application de ce décret mais le fait notamment d'une intervention d'au moins 50 % de fonds publics dans le budget de la structure.

- **Cas des organismes non soumis à ce texte**

Les bénéficiaires auxquels ce texte n'est pas applicable remplissent l'obligation de mise en concurrence en justifiant qu'au moins trois devis ont été demandés.

La convention FSE stipule que : « L'absence de mise en concurrence doit rester exceptionnelle et ne peut être justifiée que si ces formalités sont impossibles ou manifestement inutiles en raison notamment de l'objet de la commande, de son montant peu élevé ou du faible degré de concurrence dans le secteur considéré.

¹ Ce décret unifie en une seule réglementation un certain nombre de textes relatifs aux marchés publics, notamment le Code des marchés publics et l'ordonnance du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

En cohérence avec les modalités de mise en concurrence utilisées par les institutions européennes dans le cadre de la passation des marchés publics européens de faible valeur, le montant peu élevé acceptable est fixé à 1000 € HT.

Quels justificatifs conserver pour justifier de la mise en concurrence en dehors des seuils des marchés publics ?

- Les documents (publication sur votre site Internet, e-mails, courriers...) justifiant de l'envoi de demandes de devis (avec le cahier des charges si un appel d'offres a été lancé),
- Les réponses des fournisseurs ou prestataires pressentis, y compris ceux qui ne sont pas retenus et les réponses négatives,
- Une grille de sélection présentant les critères définis dans le cahier des charges si un appel d'offres a été lancé.

Quelles conséquences en cas de non-respect des règles de mise en concurrence ?

S'il est constaté que les règles de mise en concurrence n'ont pas été respectées en tout ou partie, vous vous exposez selon le cas, au rejet de l'intégralité de la dépense concernée ou à une correction forfaitaire.



Points de vigilance

- Un défaut de mise en concurrence peut entraîner la non prise en compte de dépenses au contrôle de service fait.
- La mise en concurrence doit permettre de choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, ce qui ne veut pas forcément dire la moins chère.
- N'oubliez pas d'indiquer la publicité du FSE aux fournisseurs et prestataires potentiels.
- Conservez bien la trace de la sollicitation des 3 devis le cas échéant, et les réponses des fournisseurs sollicités.

Textes de références et outils à disposition

- Convention FSE (article 15.1)
- [Décret n°2016-360](#) du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Mise à jour : mars 2018

Guide réalisé par

